



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2025/ICPE/252
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société CASTEL FRERES à La Chapelle Heulin**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 autorisant la société Castel Frères à procéder à l'augmentation de la capacité de stockage et de conditionnement de vins modifié par l'arrêté préfectoral du 18 février 2014;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet le 9 décembre 2024 par la société CASTEL FRERES pour son site implanté sur la commune de la Chapelle-Heulin concernant l'implantation d'une unité de désalcoolisation, complétée en dernier lieu le 7 avril 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 11 juillet 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société CASTEL FRERES par courrier du 16 juillet 2025 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 24 juillet 2025 ;

Considérant que le projet, qui consiste en l'implantation d'une unité de désalcoolisation :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS CASTEL FRERES, dont le siège social est situé au 21-24, rue Georges Guynemer à Blanquefort, prend les mesures nécessaires pour assurer le respect des prescriptions complémentaires du présent arrêté régissant l'unité de fabrication et de conditionnement de vins à la Chapelle-Heulin au lieu-dit « l'Hyvernière ».

Article I.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les articles 1.2.1 et 7.10.6.1 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008 sont abrogés et remplacés par les articles suivants du présent arrêté.

CHAPITRE I.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Article I.2.1. Liste des installations concernées

I.2.1.1. Au titre de la nomenclature des ICPE

Rubriques ICPE	Désignation des activités	Grandeur caractéristique**	Régime
3642-2.a	Traitement et transformation, des matières premières 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 tonnes de PF/J	Capacité de production de produits finis : 386 t/j	Autorisation
1510-2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Volume des entrepôts : 283 051 m ³	Enregistrement
1532-2.b	Bois ou matériaux combustibles analogues 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Le volume de bois stocké : 5 328 m ³	Déclaration
2250-3	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 3. supérieure à 0,5 hl/j, mais inférieure ou égale à 30 hl/j	La capacité de production exprimée en équivalent alcool pur : 30 hl/j	Déclaration
2661-1.c	Polymères ... (transformation de) 1. Par des procédés (extrusion, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j	Quantité de matières traitées : 1,0825 t/j	Déclaration
2910-A 2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel... 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique des installations de combustion : P = 7,630 MW 2 Chaudières dans le local chaufferie : - Brûleur de 1873 kW pour la chaudière actuelle Babcock - Brûleur de 1506 kW pour la chaudière à venir 2 Thermigaz : - Thermigaz de la cuverie de 800kW - Thermigaz du local chaufferie 1199 kW 3 Brûleurs Housseuses : - Petite MSK : 394 kW - Grande MSK retrofit Thimon : 900 kW - Thimon : 370 kW Groupe moto-pompes sprinkler : - 2 moteurs fiouls de 294 kW chacun.	Déclaration avec contrôle*
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance de charge : 128 kW	Déclaration
2940-2.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Quantité : 73,125 kg/j	Déclaration avec contrôle*

(*) En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

(**) Grandeur Caractéristique : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'établissement ne relève pas du statut « SEVESO » au sens de l'article R. 511-10 du code de l'environnement et au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 (Production d'aliments) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM-Industries Agroalimentaires et laitières.

Article I.2.2. Prescriptions particulières

Les installations relevant du régime de la déclaration sont conformes aux arrêtés ministériels de prescriptions générales sauf dispositions spécifiques prévues par le présent arrêté. En particulier,

Installations de combustion :

Les 2 chaudières du local chaufferie et le thermigaz du local chaufferie sont conformes aux exigences de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations relevant de la rubrique 2910.

Installations relevant de la 1532 :

Les installations sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration.

Installation relevant de la 2250 – unité de désalcoolisation :

Les installations sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration (à l'exception de la non-application des articles 2.4.2 et 2.4.3 concernant les dispositions constructives).

Le bâtiment de la cuverie où est implanté l'unité de désalcoolisation est à simple rez-de-chaussée, sans sous-sol. La cuverie d'une surface totale de 8 928 m² est recouverte d'une dalle en béton. Dans le cadre de l'unité de désalcoolisation, environ 500 m² de la surface du sol est résiné dans la zone dédiée au processus de désalcoolisation.

Le stockage des cuves d'alcool à 70% VOL est réalisé dans une rétention en béton étanche de 30 m³. Un système de détection de liquide avec report d'alarme est en place dans la rétention d'alcool 70°.

Le stockage temporaire des autres liquides inflammables est prévu dans des cuves double enveloppe avant leur réutilisation dans le processus.

Mesures techniques pour empêcher l'écoulement de liquide en feu

- Mise en place de siphons coupe-flamme en sortie des deux caniveaux et de plaque pare-flamme sur autre caniveau en dehors de l'unité de distillation.
- Ceinturage des flancs de l'unité de distillation avec des cornières en périphérie afin de limiter les déversements dans la zone de fabrication. Les pentes de sol orientent les écoulements vers les deux caniveaux munis de siphons coupe flamme.
- Mise en place d'une détection incendie spécifique dans la zone de distillation.
- Mise en place d'un système de détection de liquide dans la rétention extérieure avec report d'alarme.

Mesures organisationnelles afin de réduire le risque de perte de confinement de liquide inflammable et de limiter la propagation d'un feu

- Des contrôles périodiques des tuyauteries d'alcool en inox 316L sont réalisés à une fréquence régulière minimale de 12 mois. Une inspection visuelle externe est réalisée afin de vérifier l'absence de corrosion externe et de détériorations mécaniques (chocs, vibrations, fissures) sur les tuyauteries.
- Les équipements contenant des liquides inflammables (cuves, colonnes...) sont vidés en dehors des phases de production. Les colonnes de distillation sont nettoyées avec des liquides lessiviels après chaque phase de production. Un opérateur est présent en permanence dans la zone durant la production.
- Interdiction de stocker des matières combustibles (palettes, cartons, etc.) dans un rayon de 10 m autour des cuves d'alcool dans la cuverie.

Pour faire face à un feu de liquides inflammables

Dans la cuverie, sont présents des extincteurs adaptés et un poste incendie additivé avec émulseur (PIA). Des postes d'extincteurs mousse avec émulseur séparé pour feux de solvant polaires sont mis en place.

- A l'extérieur de la cuverie, des extincteurs adaptés et un PIA supplémentaire sont installés. Une réserve de 800 L d'émulseur est stockée sur site et mis à disposition des services de secours en cas d'intervention.
- En zone technique, des postes d'extincteurs poudre ABC sont installés.

Article I.2.3. Confinement des eaux d'extinction

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 332 m³ avant rejet vers le milieu naturel. Ce volume est obtenu par la réhausse de la surverse existante d'un mètre dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation (soit 2 332 m³ en permanence). Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

L'exploitant transmet dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté une étude technico-économique pour répondre à moyen terme au volume issu du calcul D9A (besoin de confinement 3 389 m³).

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE II.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de **deux mois** à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Chapelle Heulin et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de La Chapelle Heulin, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

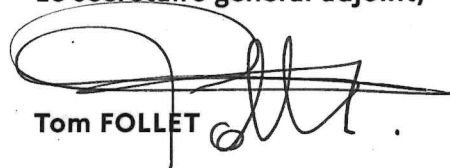
[<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/)

CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général adjoint de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de la Chapelle-Heulin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **28 JUIL. 2025**

**LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général adjoint,**


Tom FOLLET